

## Religion en Afrique: Forte tolérance et confiance vis-à-vis des dirigeants, mais beaucoup admettraient le contrôle du discours religieux

Dépêche No. 339 d'Afrobarometer | Brian Howard

### Résumé

Une écrasante majorité des Africains pratiquent une religion, font confiance à leurs leaders religieux, et font preuve de la tolérance vis-à-vis des personnes d'autres obédiences, selon une nouvelle analyse d'Afrobarometer. Dans la plupart des pays, cependant, une majorité d'Africains préfèrent la législation civile aux préceptes religieux en matière de gouvernance. Et près de la moitié affirment que le gouvernement devrait avoir le pouvoir de contrôler les discours religieux au nom de la sécurité publique.



Les conclusions d'enquêtes nationales réalisées dans 34 pays africains indiquent que l'appartenance religieuse ainsi que la tolérance à l'égard des autres religions sont des caractéristiques transversales des publics africains – des majorités dans tous les pays revendiquent une appartenance religieuse et professent la tolérance à l'égard des personnes d'autres confessions.

Les leaders religieux attirent plus de confiance et sont moins largement considérés corrompus que tout autre groupe de dirigeants publics, quand bien même ces deux perceptions positives ont quelque peu diminué depuis le précédent round d'enquêtes.

### Enquêtes d'Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la qualité de vie, à la gouvernance, et à la démocratie. Sept rounds d'enquêtes étendus à 38 pays ont été réalisés entre 1999 et 2018. Les enquêtes au titre du Round 8 devraient couvrir au moins 35 pays en 2019/2020. Les lecteurs intéressés peuvent suivre nos publications, y compris les Pan-Africa Profiles, notre série d'analyses transnationales au titre du Round 7, à #VoicesAfrica et s'inscrire sur notre liste de distribution à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale qui produisent des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-2 à +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%.

Ce numéro des Pan-Africa Profiles s'appuie principalement sur les données de 45.823 entretiens réalisés dans 34 pays entre septembre 2016 et septembre 2018 (voir la liste des pays et les dates des enquêtes au Tableau A.1 en annexe) durant le Round 7 d'Afrobarometer. Les pays couverts abritent presque 80% de la population du continent. Les données sont pondérées de sorte à

obtenir des échantillons nationalement représentatifs. Lors du rapportage des résultats transnationaux tels que les moyennes régionales ou africaines, tous les pays sont équitablement pondérés (plutôt que proportionnellement à la taille de la population).

## Résultats clés

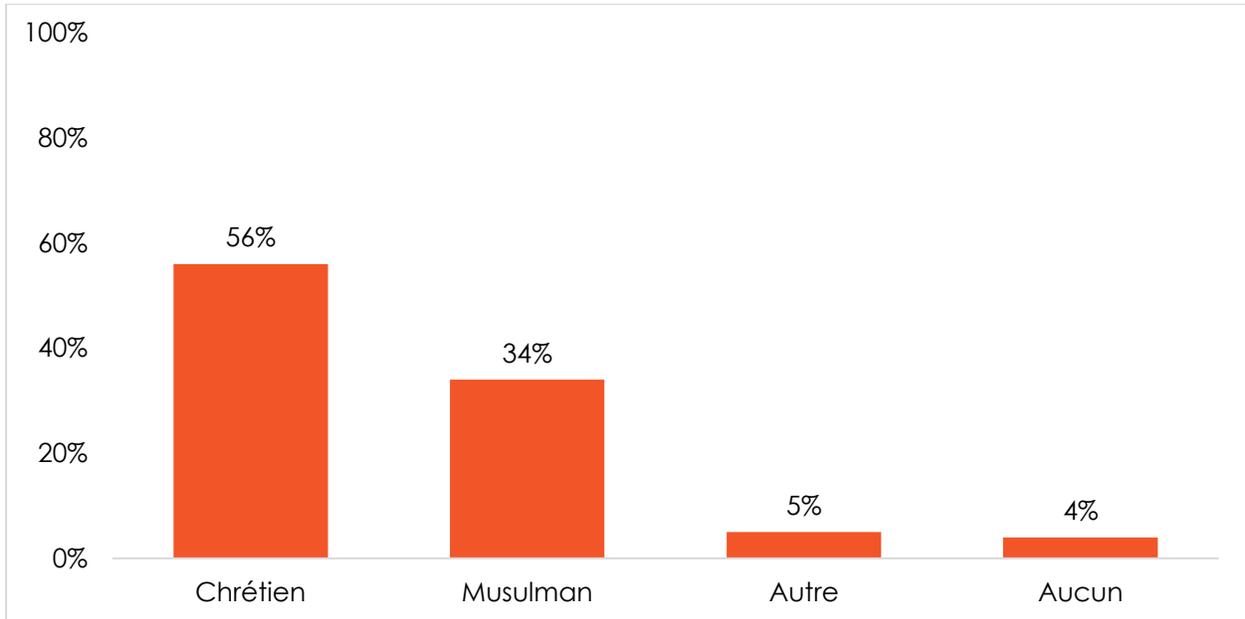
- Plus de neuf Africains sur 10 (95%) se reconnaissent dans une religion. Une majorité se disent Chrétienne (56%), tandis qu'un sur trois (34%) se déclarent Musulman, ces proportions variant bien sûr beaucoup d'un pays à l'autre (Figure 1 et Figure 2). Seulement 4% se disent athées, agnostiques, ou sans religion.
- En moyenne dans 34 pays, trois Africains sur 10 affirment être leaders (6%) ou membres actifs (24%) de groupes religieux hors du cadre du culte régulier. Les Libériens (58%), les Kenyans (56%), et les Zambiens (55%) sont les plus susceptibles de se déclarer membres actifs de groupes religieux, tandis que les pays à prédominance musulmane tels que la Tunisie (2%) et le Maroc (2%) sont les moins susceptibles de faire état d'une appartenance à de tels groupes (Figure 3). Les répondants plus jeunes et les citadins sont quelque peu moins actifs dans ce type de groupes que les citoyens plus âgés et les ruraux (Figure 4).
- Plus de quatre Africains sur 10 (43%) affirment avoir contacté un leader religieux au moins une fois au cours de l'année précédente, dont 19% qui affirment l'avoir fait « souvent ». Les Kenyans (71%), les Ougandais (63%), et les Zambiens (58%) sont les plus susceptibles de déclarer avoir pris contact avec un chef religieux (Figure 5). Les Africains sont plus susceptibles de contacter des leaders religieux que les autres types de dirigeants, comme les chefs traditionnels (31%), les conseillers locaux (22%), ou les députés à l'Assemblée Nationale (11%) (Figure 6). Les hommes sont plus nombreux que les femmes à déclarer avoir pris contact avec un leader religieux (46% contre 39%), et le contact croît avec l'âge des répondants, allant de 38% chez les 18-25 ans à 49% chez les plus de 65 ans (Figure 7).
- Les leaders religieux jouissent d'une plus grande confiance et sont moins largement considérés corrompus que tout autre groupe de dirigeants publics. Ces deux perceptions positives ont cependant diminué quelque peu depuis le dernier round d'enquêtes (Figure 8).
  - Plus de deux tiers (69%) des citoyens affirment faire « partiellement » ou « beaucoup » confiance aux leaders religieux, comparativement à 52% qui en disent autant de leur président et à 43% qui font confiance à leurs députés (Figure 9). La confiance populaire vis-à-vis des leaders religieux est la plus élevée au Sénégal (91%) et en Ouganda (90%), mais moins de la moitié des Tunisiens (42%), Gabonais (42%), et Sud-Africains (49%) déclarent faire confiance aux leaders religieux même « partiellement » (Figure 10). La confiance accordée aux chefs religieux croît avec l'âge (de 66% chez les 18-25 ans à 74% chez les plus de 65 ans) et décroît avec le niveau d'instruction. Les Musulmans (74%) sont plus susceptibles que les Chrétiens (68%) de déclarer faire confiance aux leaders religieux (Figure 11).
  - Un répondant environ sur sept (15%) estiment que « la plupart » ou « tous » les leaders religieux sont corrompus – une évaluation beaucoup plus positive que celle accordée aux autres types de dirigeants (Figure 12).
  - Cependant, une majorité (57%) affirment qu'au moins « certains » leaders religieux sont corrompus. Les Gabonais ont une opinion particulièrement

négative des leaders religieux: Près de la moitié (45%) affirment que « la plupart » ou « tous » sont corrompus. Peu de Malgaches (5%) et de Tanzaniens (3%) sont du même avis (Figure 13).

- La plupart des Africains manifestent des attitudes tolérantes à l'égard des autres religions. En moyenne, près de neuf sur 10 (87%) affirment qu'ils « aimeraient tout à fait », « aimeraient quelque peu », ou que c'est « sans importance » s'ils vivaient à côté de personnes d'une autre religion. La tolérance religieuse n'est inférieure à deux tiers qu'au Niger (56%) et au Soudan (65%) (Figure 14). Les Musulmans (79%) sont moins susceptibles que les Chrétiens (91%) et ceux qui se reconnaissent dans d'autres religions ou qui n'en ont pas (91%) de manifester des attitudes tolérantes.
- Un Africain sur 10 (9%) environ affirment avoir été victime de discrimination en raison de sa religion au cours de l'année précédente. Deux fois plus de personnes déclarent avoir été victimes d'une telle discrimination au Nigéria (22%) et au Libéria (21%) (Figure 15). Les Chrétiens sont presque deux fois plus susceptibles que les Musulmans de déclarer avoir été victimes de discrimination (11% contre 6%).
- Un Africain sur trois (32%) déclarent que son pays devrait être gouverné principalement par les préceptes religieux, tandis que six sur 10 (61%) préfèrent être gouvernés exclusivement par la législation civile. Le soutien au régime de droit religieux est particulièrement élevé au Niger (70%), au Maroc (68%), et au Soudan (65%), tandis que moins d'un citoyen sur cinq sont favorables à cette option à Maurice (6%), au Zimbabwe (13%), au Cabo Verde (15%), en Côte d'Ivoire (17%), et au Mozambique (19%) (Figure 16). En moyenne, les répondants musulmans (40%) sont plus susceptibles d'être en faveur des préceptes religieux que les Chrétiens (29%) et ceux qui s'identifient à d'autres religions ou ne se reconnaissent dans aucune religion (23%).
- Les Africains sont divisés à parts égales quant à savoir si le gouvernement devrait avoir le droit de contrôler la liberté de religion pour des raisons de sécurité publique. La moitié environ (49%) croient en la liberté de religion absolue et dénierait à leur gouvernement le pouvoir de contrôler ce qui se dit dans un lieu de culte, tandis qu'une proportion à peu près égale (47%) affirment que le gouvernement devrait pouvoir encadrer le discours religieux, surtout s'il menace la sécurité publique. Certains pays qui ont connu des violences extrémistes affichent des niveaux de soutien à la liberté du discours religieux inférieurs à la moyenne, notamment la Tunisie (21%), le Mali (23%), le Cameroun (34%), le Burkina Faso (39%), et le Niger (42%) (Figure 17).
- Un citoyen sur 10 environ au Nigeria (11%), au Burkina Faso (10%), au Niger (9%), et au Cameroun (9%) affirment avoir personnellement subi des violences de la part d'extrémistes politiques ou religieux au cours des deux années précédant l'enquête. Près de quatre fois plus de personnes affirment avoir craint de telles violences, sans pour autant en subir, au Burkina Faso (39%) et au Mali (37%) (Figure 18).

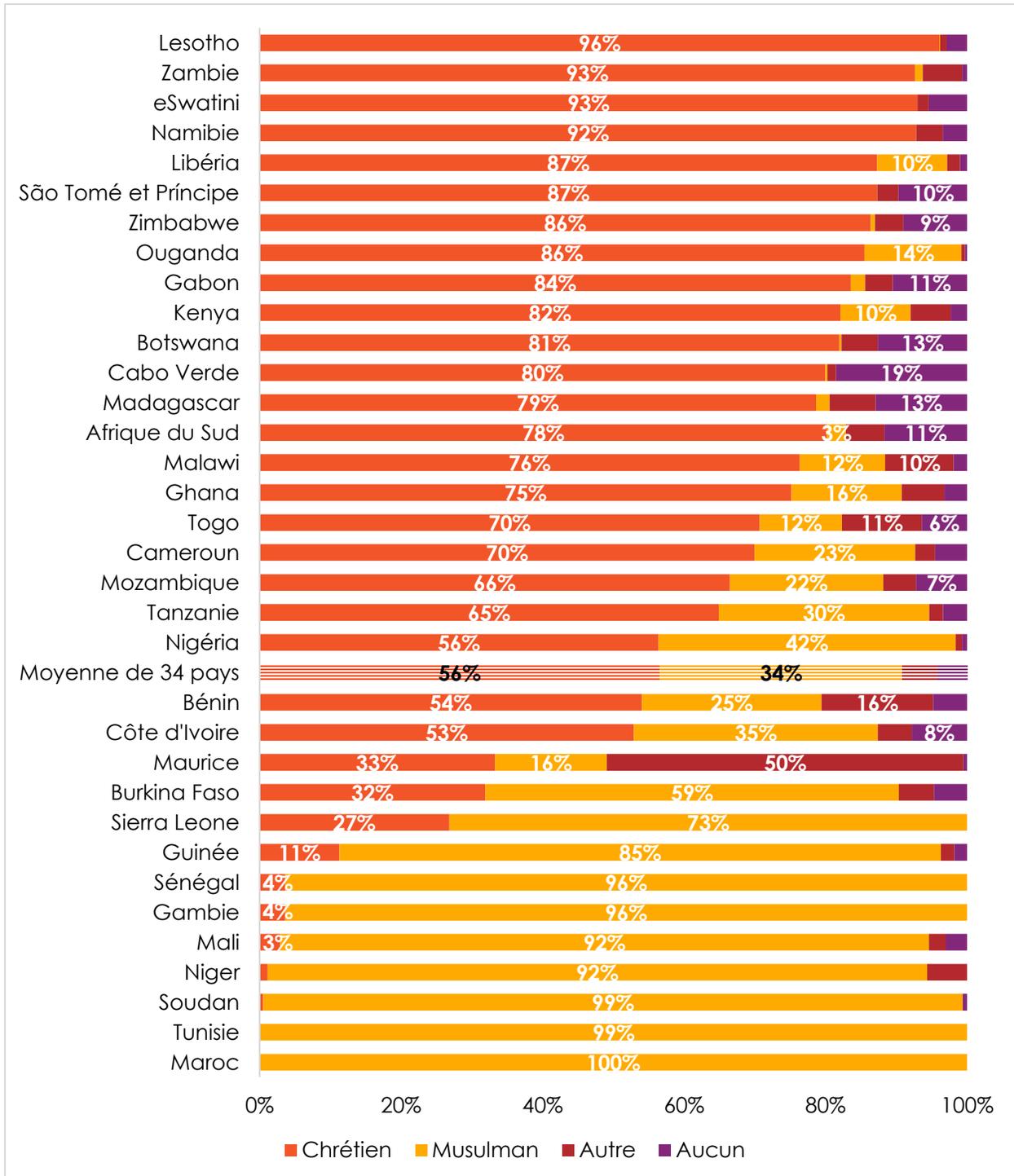
## Figures

**Figure 1: Appartenance religieuse** | 34 pays | 2016/2018



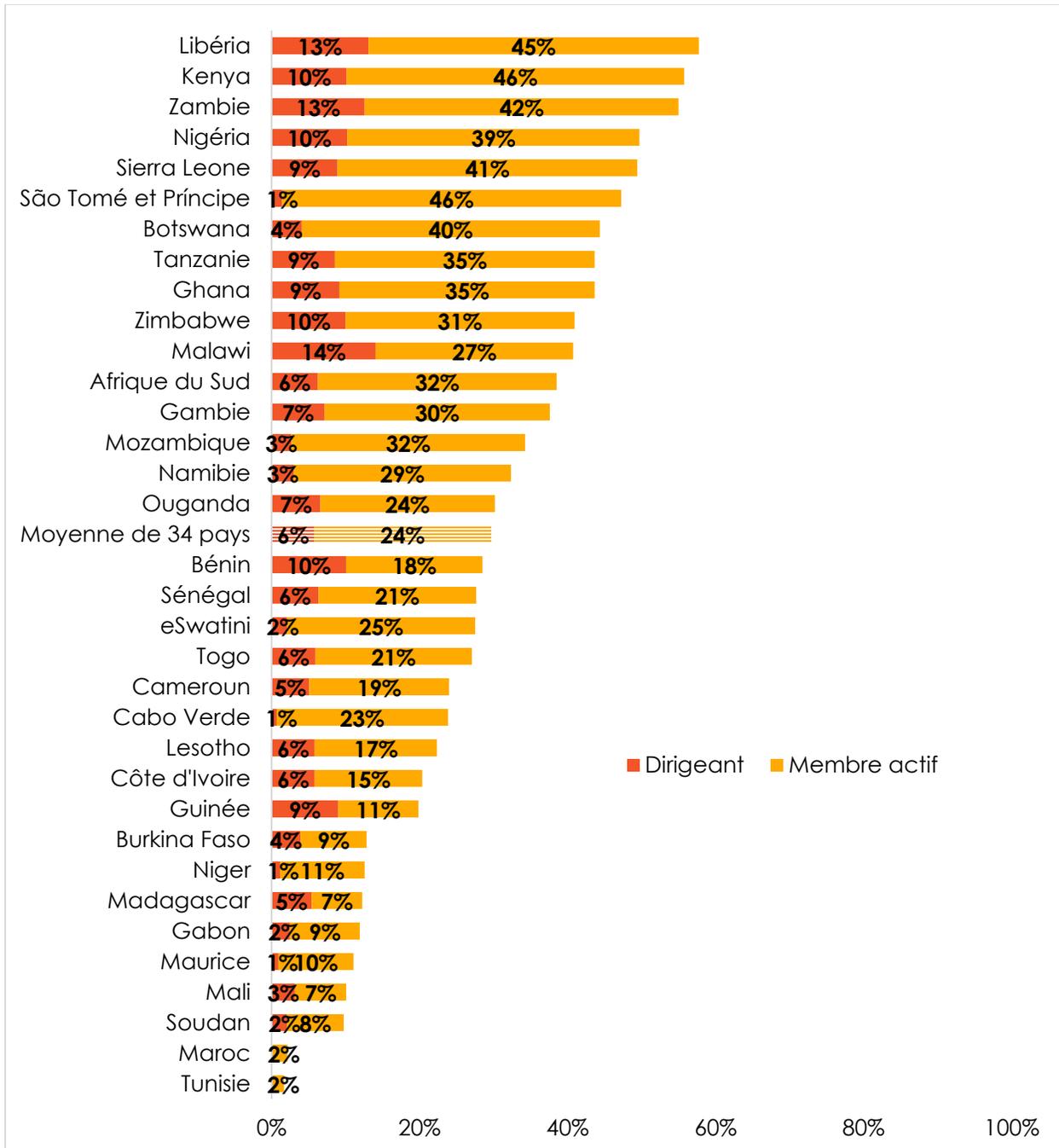
**Question posée aux répondants:** *Quelle religion pratiquez-vous, si vous en avez?*

**Figure 2: Appartenance religieuse** | par pays | 34 pays | 2016/2018



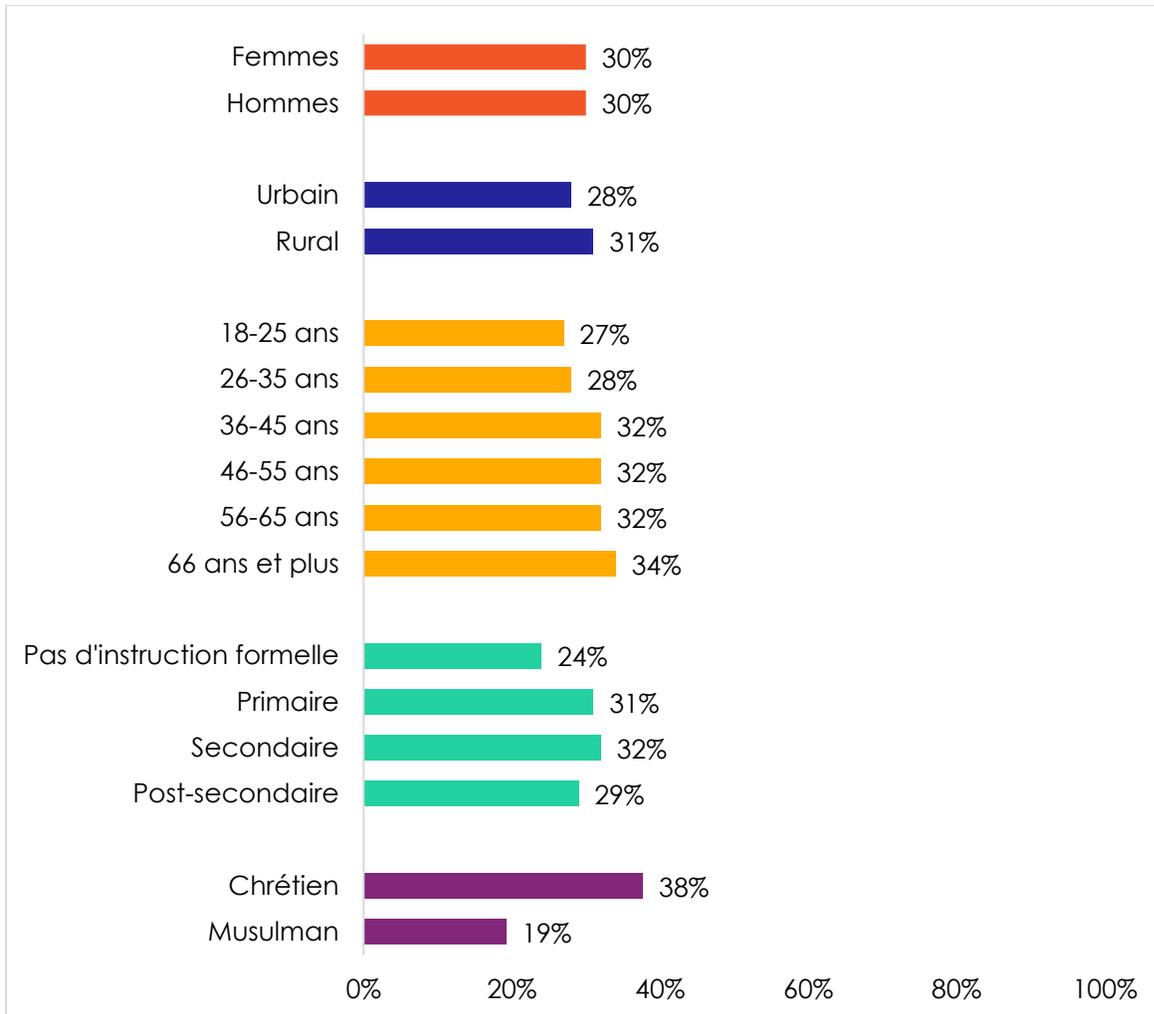
**Question posée aux répondants:** Quelle religion pratiquez-vous, si vous en avez?

**Figure 3: Participation à des groupes religieux qui se réunissent en dehors des services de culte | 34 pays | 2016/2018**



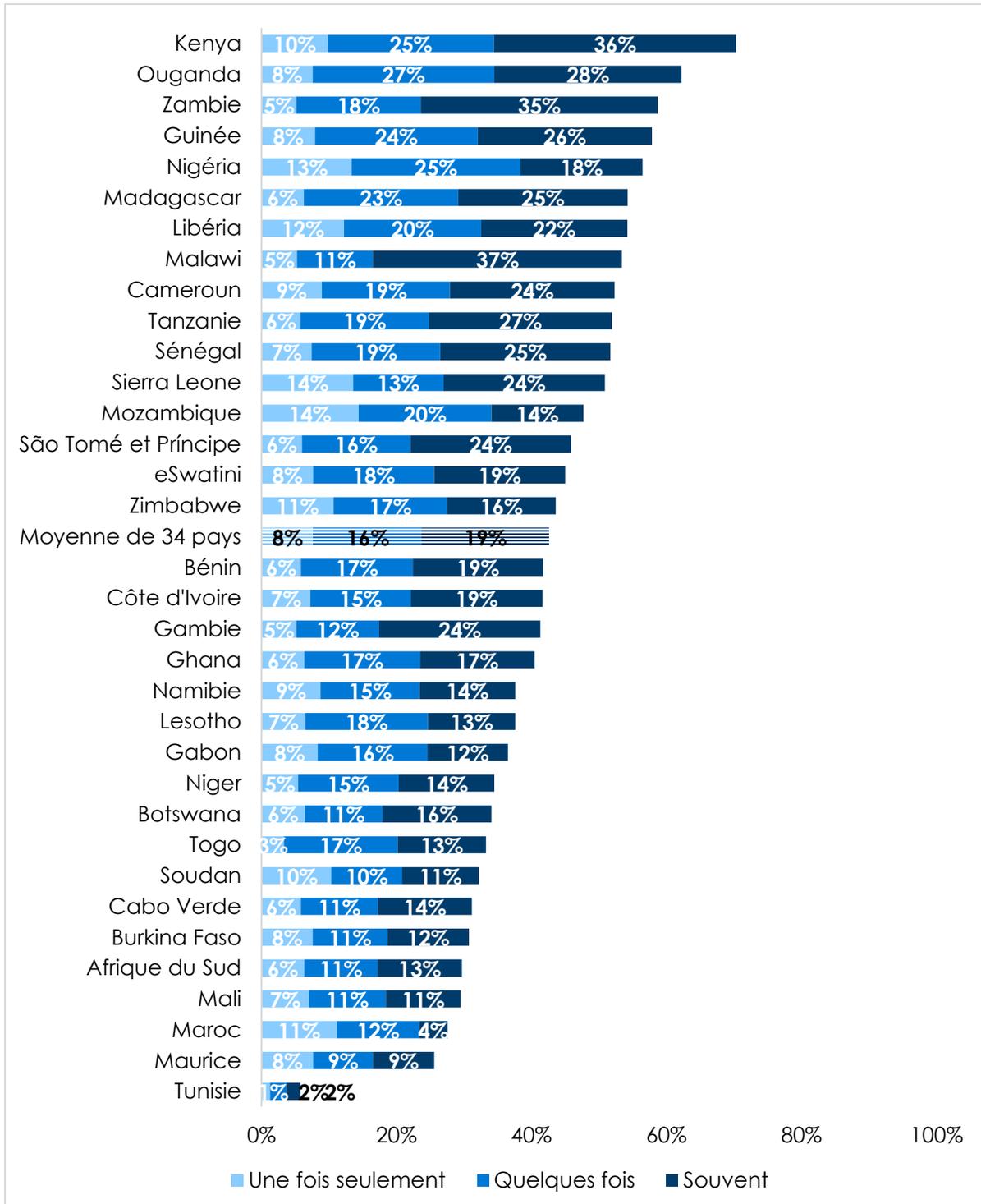
**Question posée aux répondants:** A présent, je vais vous lire une liste d'organisations ou de groupes auxquels les gens adhèrent ou participent. Pour chacun d'entre eux, pourriez-vous me dire si vous en êtes dirigeant, membre actif, simple adhérent ou non adhérent: Un groupe religieux qui se réunit en dehors des services de culte?

**Figure 4: Membres actifs ou dirigeants de groupes religieux qui se réunissent en dehors des services de culte | 34 pays | 2016/2018**



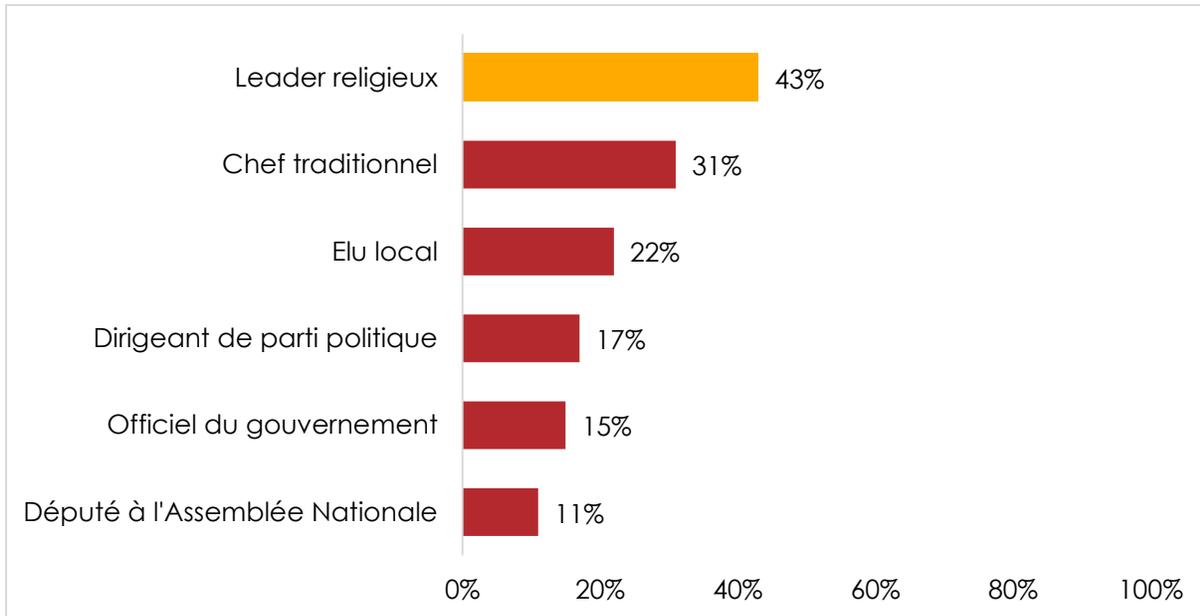
**Question posée aux répondants:** Pour chacun d'entre eux, pourriez-vous me dire si vous en êtes dirigeant, membre actif, simple adhérent ou non adhérent: Un groupe religieux qui se réunit en dehors des services de culte? (% qui répondent « membre actif » ou « dirigeant »)

Figure 5: Contact avec les leaders religieux | 34 pays | 2016/2018



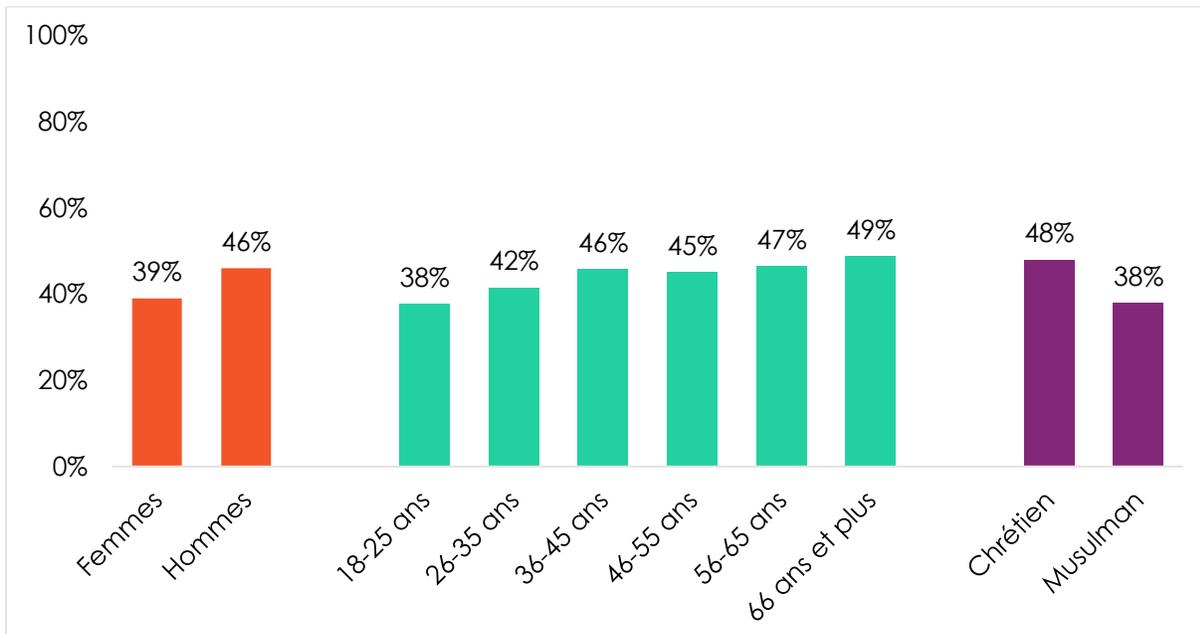
**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées: Un leader religieux?

**Figure 6: Contact avec les leaders religieux et d'autres dirigeants** | 34 pays | 2016/2018



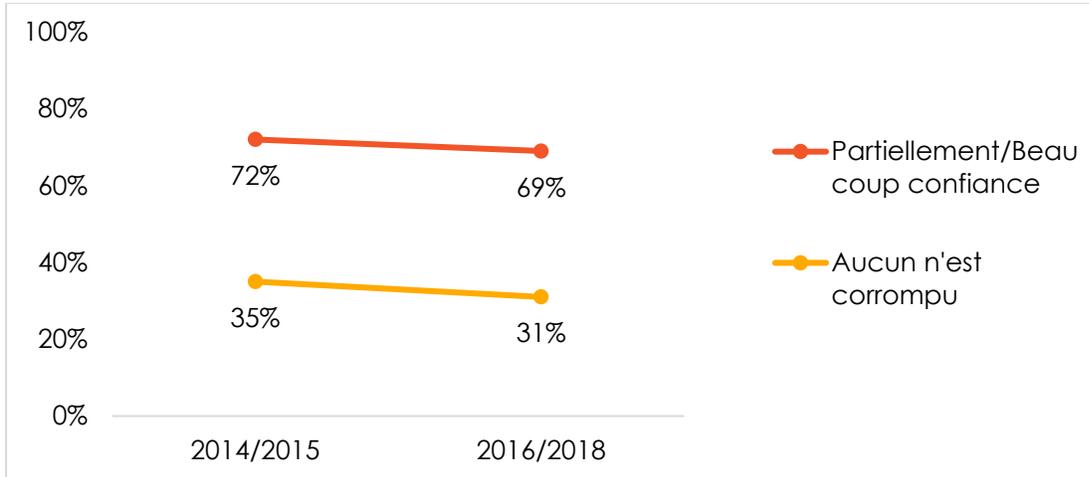
**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées? (% qui répondent « une fois seulement », « quelques fois », ou « souvent »)

**Figure 7: Contact avec les leaders religieux** | par sexe, âge, et religion | 34 pays | 2016/2018



**Question posée aux répondants:** Au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous contacté une des personnalités suivantes pour un problème important ou pour discuter de vos idées: Un leader religieux? (% qui répondent « une fois seulement », « quelques fois », ou « souvent »)

**Figure 8: Leaders religieux: Confiance populaire et perception de la corruption**  
 | 33 pays | 2014-2018

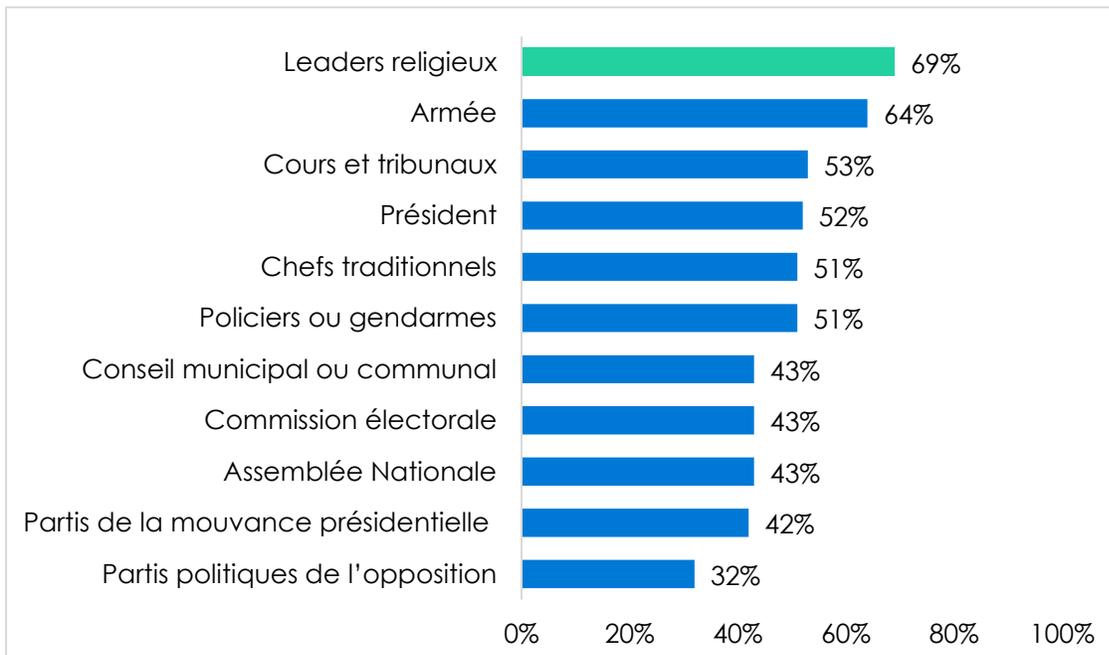


**Question posée aux répondants:**

*A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Leaders religieux? (% qui répondent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)*

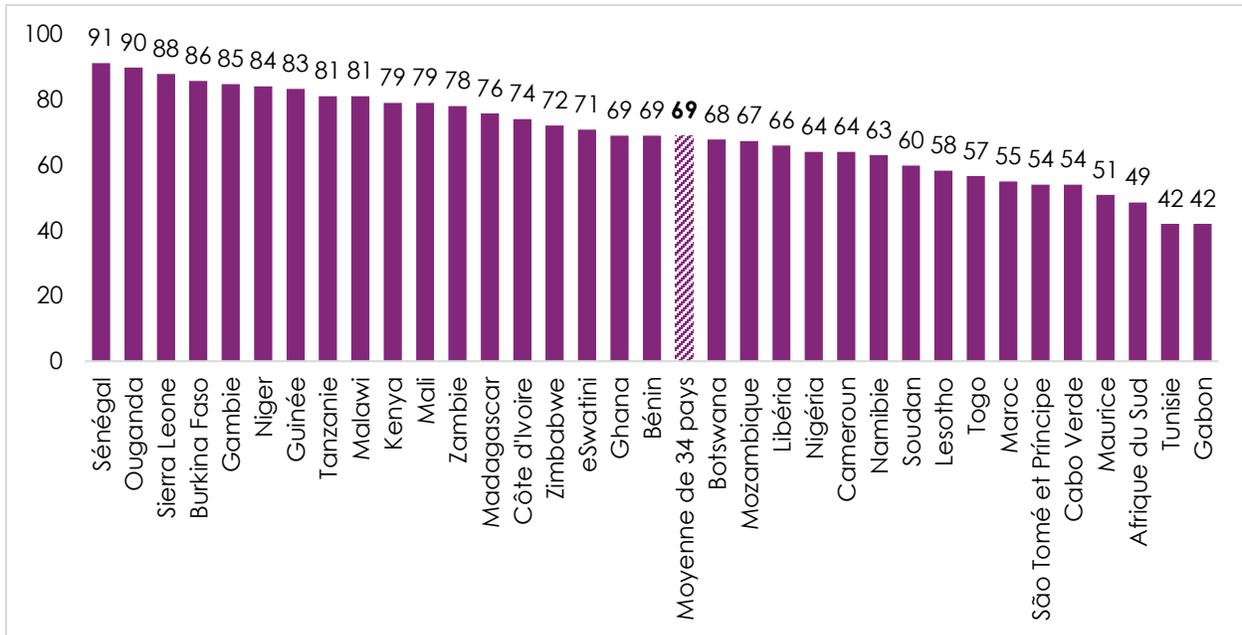
*Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Leaders religieux? (% qui répondent « aucun d'eux »)*

**Figure 9: Confiance populaire envers les responsables** | 34 pays | 2016/2018



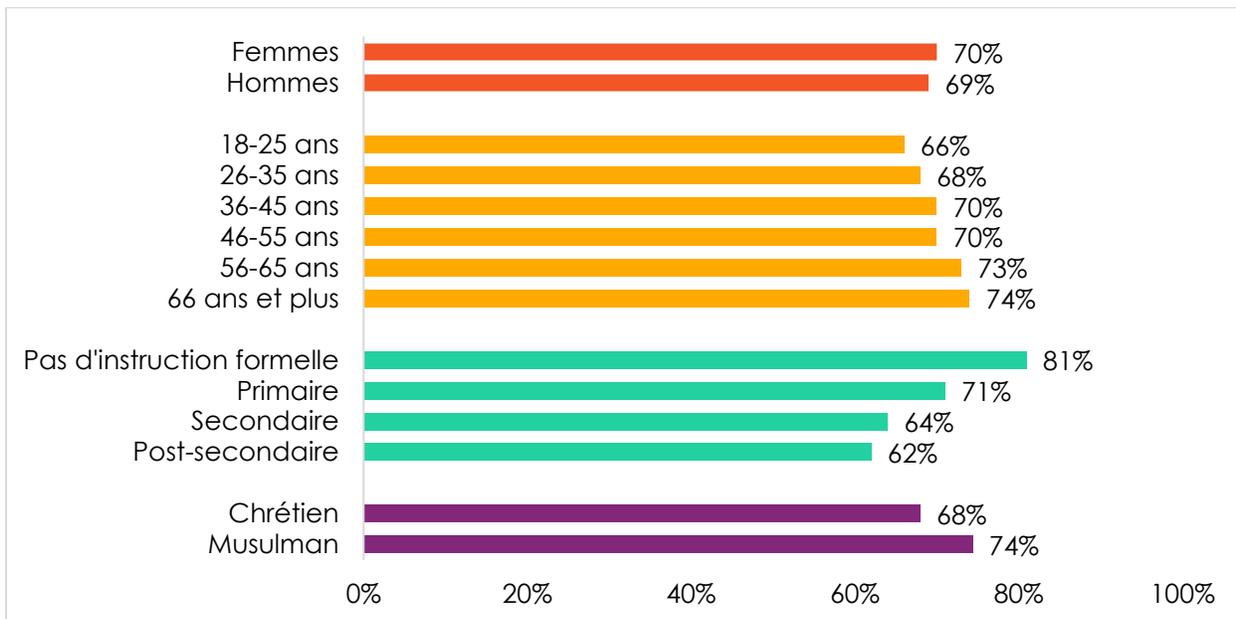
**Question posée aux répondants:** *A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Leaders religieux? (% qui répondent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)*

**Figure 10: Confiance populaire envers les leaders religieux (%) | 34 pays | 2016/2018**



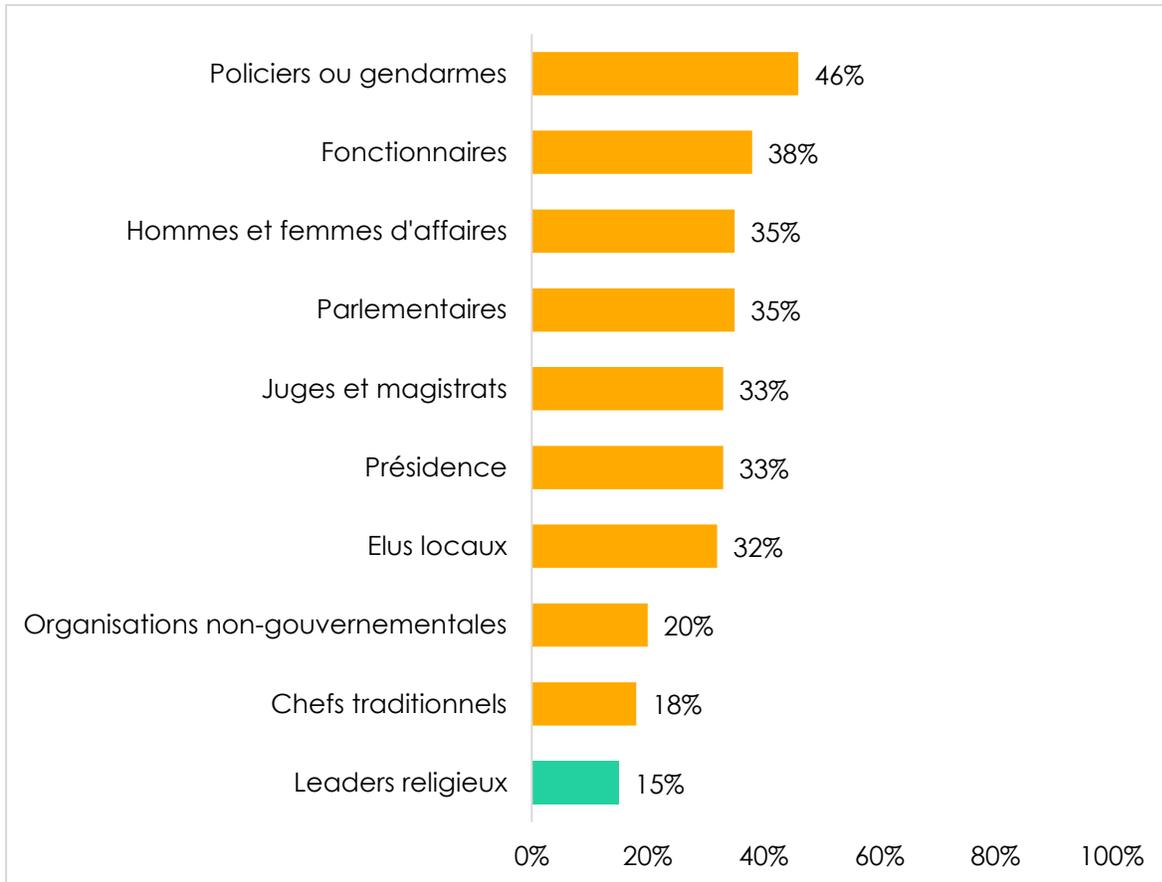
**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Leaders religieux? (% qui répondent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

**Figure 11: Confiance populaire envers les leaders religieux (%) | par groupe socio-démographique | 34 pays | 2016/2018**



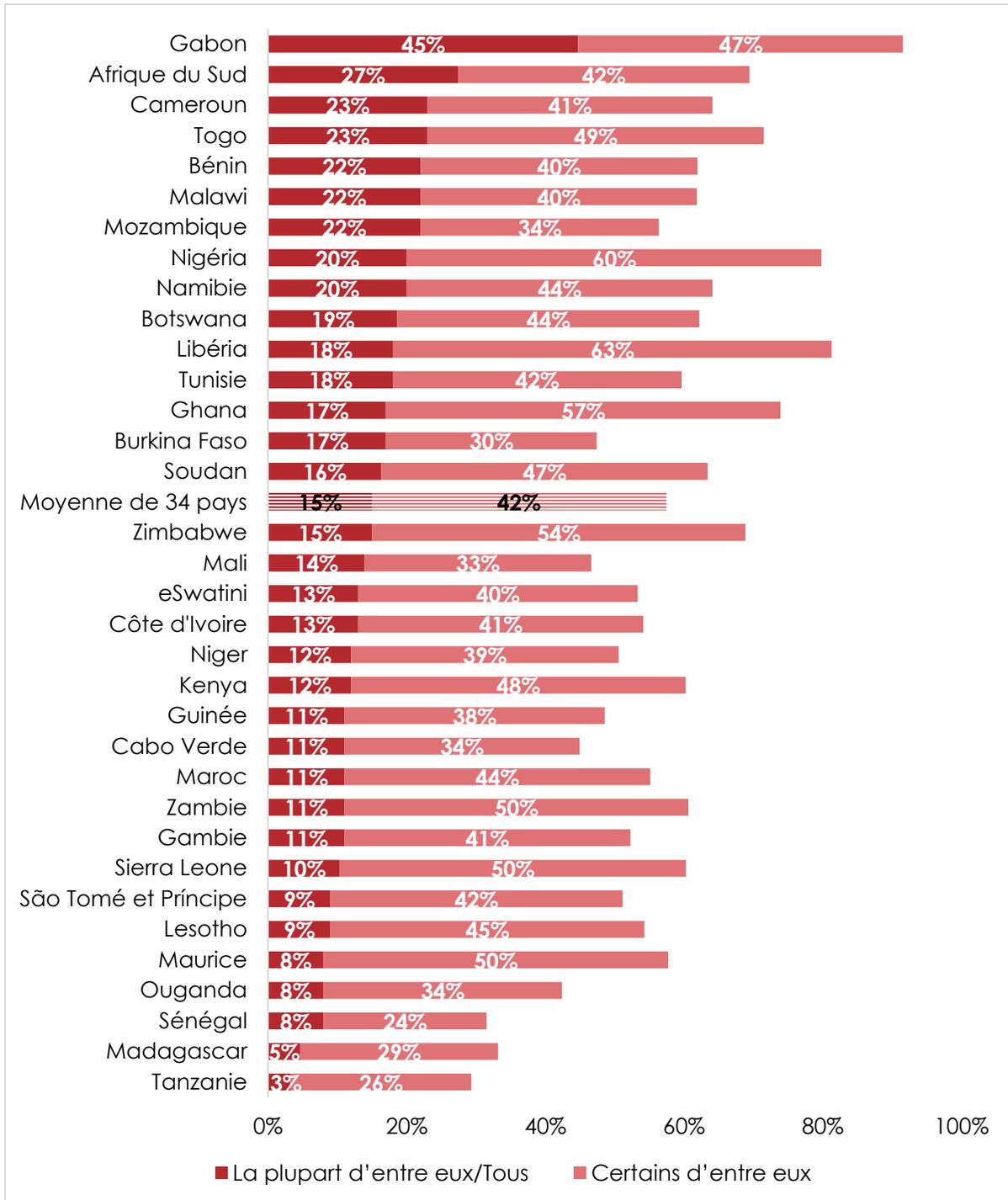
**Question posée aux répondants:** A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Leaders religieux? (% qui répondent « partiellement confiance » ou « beaucoup confiance »)

**Figure 12: Corruption perçue parmi les responsables** | 34 pays | 2016/2018



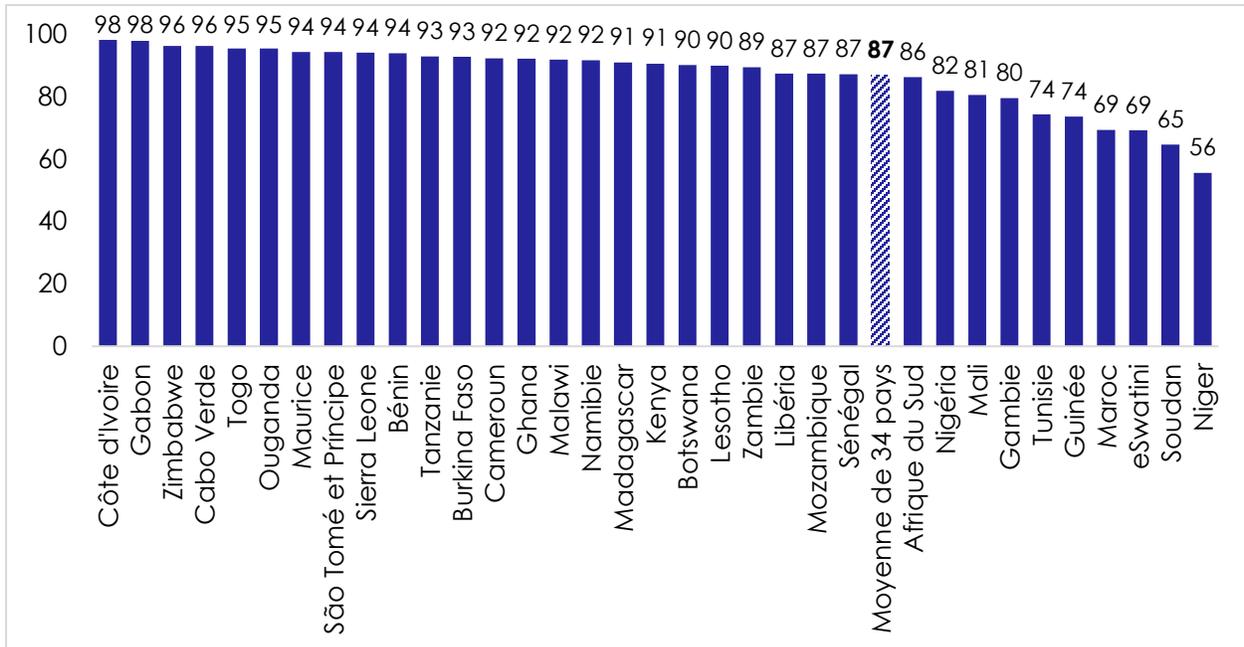
**Question posée aux répondants:** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer? (% qui répondent « la plupart d'entre eux » ou « tous »)

**Figure 13: Corruption perçue parmi les leaders religieux | 34 pays | 2016/2018**



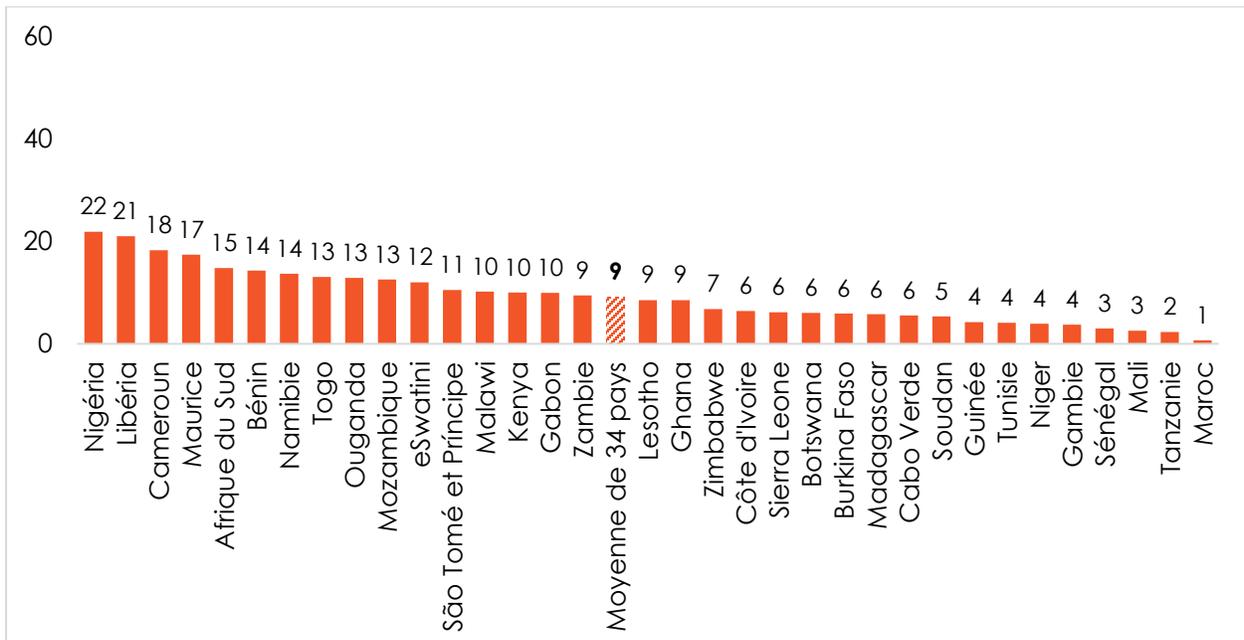
**Question posée aux répondants:** Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Leaders religieux?

**Figure 14: Tolérance envers les autres religions (%) | 34 pays | 2016/2018**



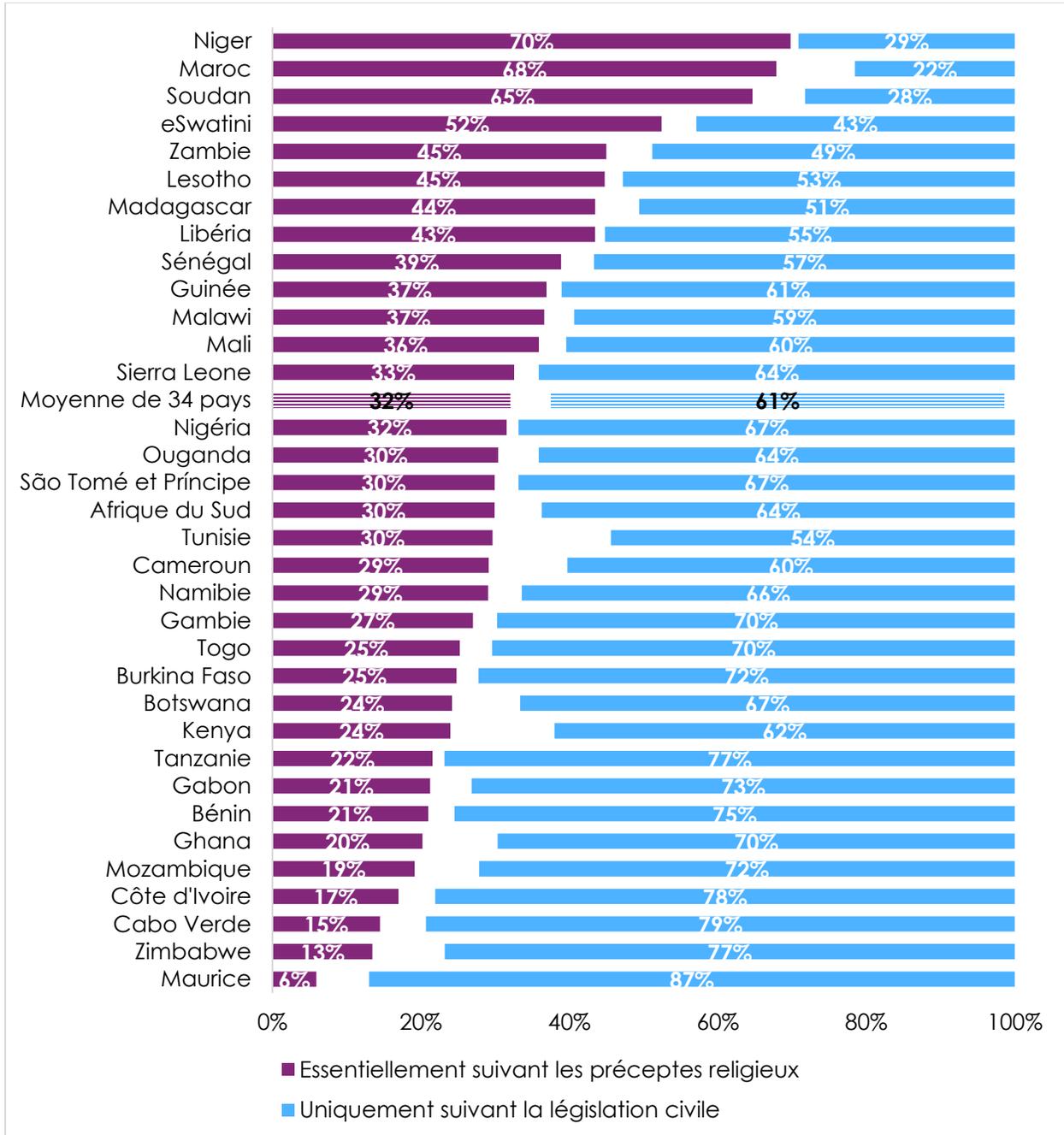
**Question posée aux répondants:** Pour chacun des groupes de personnes suivants, veuillez indiquer si vous aimeriez ou n'aimeriez pas les avoir pour voisins, ou si cela est sans importance: Les personnes de religion différente? (% qui répondent « aime tout à fait », « aime quelque peu », ou « sans importance »)

**Figure 15: Discrimination fondée sur la religion | 34 pays | 2016/2018**



**Question posée aux répondants:** Au cours de l'année dernière, à quelle fréquence, le cas échéant, avez-vous personnellement été l'objet de discrimination ou harcelé sur la base de votre religion? (% qui répondent « une ou deux fois », « quelques fois », ou « plusieurs fois »)

**Figure 16: Le pays devrait-il être gouverné par les préceptes religieux ou la législation civile? | 34 pays | 2016/2018**



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

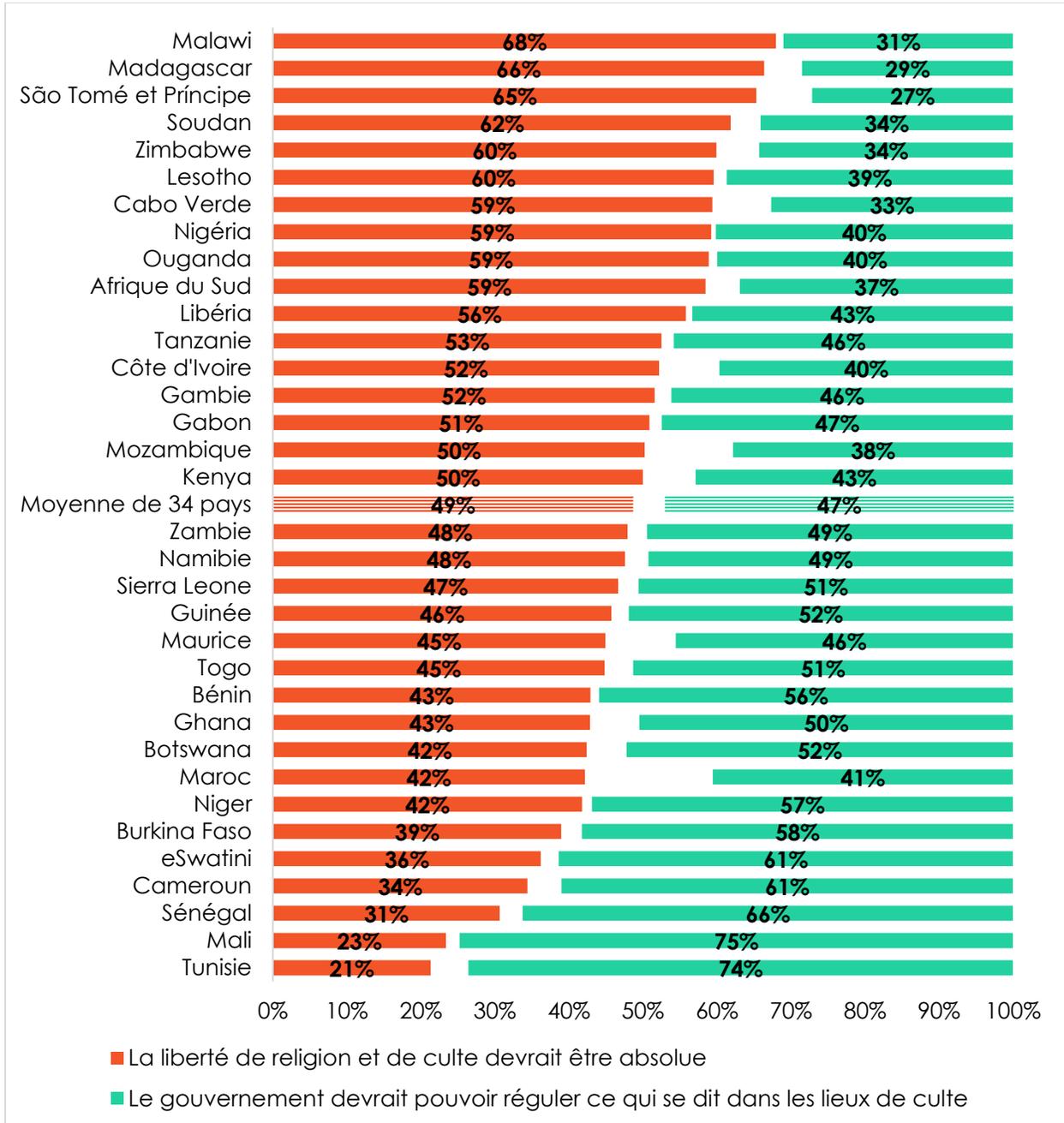
Affirmation 1: Notre pays devrait être gouverné essentiellement suivant les préceptes religieux.

Affirmation 2: Notre pays devrait être gouverné uniquement suivant la législation civile.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'une ou l'autre affirmation)

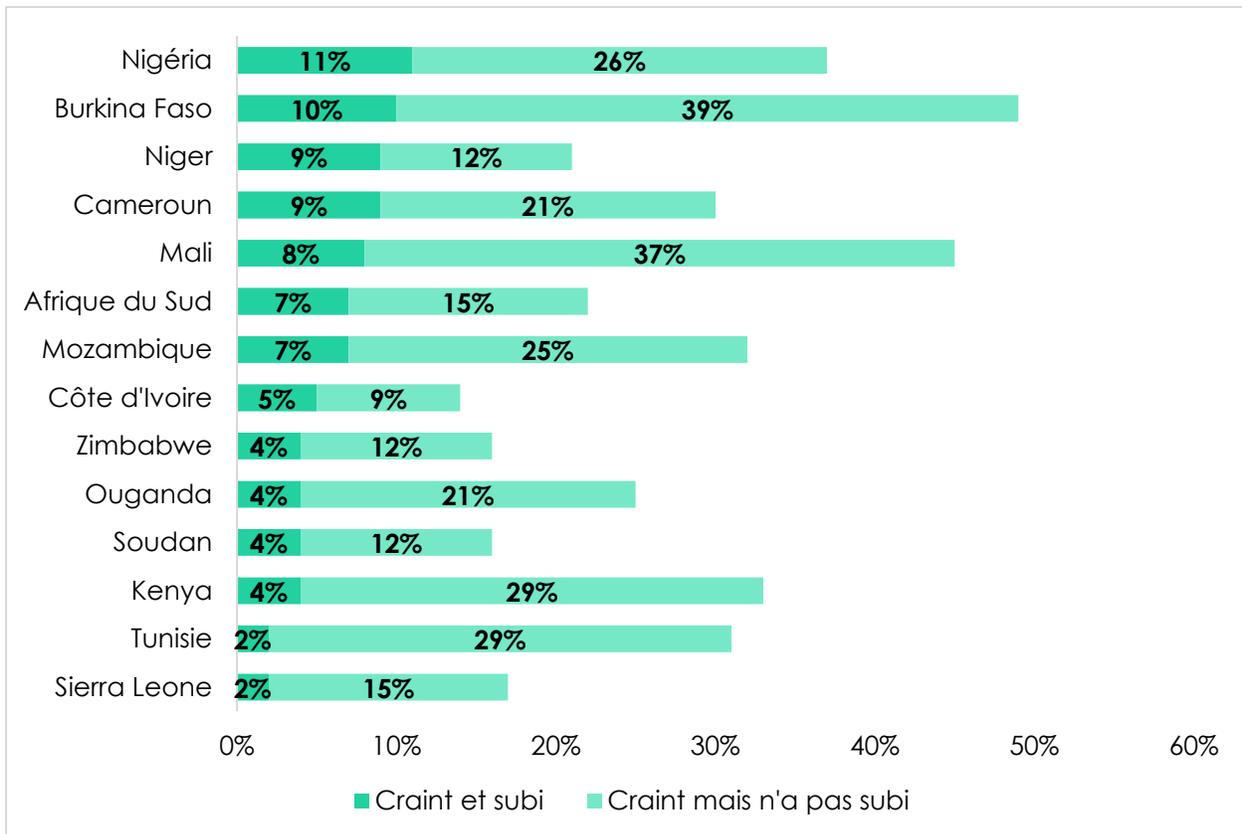
(NB: Au Kenya, cette question a été posée à la moitié seulement de l'échantillon. Les répondants à qui cette question n'a pas été posée sont exclus.)

**Figure 17: Liberté de religion ou réglementation gouvernementale** | 34 pays  
 | 2016/2018



**Question posée aux répondants:** Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?  
 Affirmation 1: La liberté de religion et de culte est absolue; cela veut dire que le gouvernement ne devrait jamais réguler ce qui se dit dans un lieu de culte.  
 Affirmation 2: Le gouvernement devrait pouvoir réguler ce qui se dit dans les lieux de culte, surtout lorsque les prédicateurs ou les membres d'une congrégation menacent la sécurité publique.  
 (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'une ou l'autre affirmation)

**Figure 18: Crainte et expérience de la violence extrémiste | 14 pays | 2016/2018**



**Question posée aux répondants:** Dans toute société, les gens sont parfois en désaccord les uns avec les autres. Ces désaccords évoluent parfois vers la violence physique. Veuillez me dire si, au cours des deux dernières années, il vous est arrivé de craindre personnellement l'une quelconque des formes de violence suivantes: Attaque armée par des extrémistes politiques ou religieux? [Si oui] Avez-vous effectivement personnellement subi ce type de violence au cours des deux dernières années?  
 (NB: Cette question n'a été posée que dans 14 pays où les extrémistes politiques ou religieux ont été particulièrement actifs.)

Faites vos propres analyses des données d'Afrobarometer – quels que soient la question, le pays ou le Round d'enquête. C'est facile et gratuit à l'adresse [www.afrobarometer.org/online-data-analysis](http://www.afrobarometer.org/online-data-analysis).

## Annexe

**Tableau A.1: Dates des travaux de terrain au titre du Round 7 d'Afrobarometer et rounds précédents d'enquêtes**

Pays	Travaux de terrain du Round 7	Rounds d'enquêtes précédents
<b>Afrique du Sud</b>	Août-sept. 2018	2000, 2002, 2006, 2008, 2011, 2015
<b>Bénin</b>	Déc. 2016-jan. 2017	2005, 2008, 2011, 2014
<b>Botswana</b>	Juin-juillet 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Burkina Faso</b>	Oct. 2017	2008, 2012, 2015
<b>Cabo Verde</b>	Nov.-déc. 2017	2002, 2005, 2008, 2011, 2014
<b>Cameroun</b>	Mai 2018	2013, 2015
<b>Côte d'Ivoire</b>	Déc. 2016-jan. 2017	2013, 2014
<b>eSwatini (Swaziland)</b>	Mars 2018	2013, 2015
<b>Gabon</b>	Nov. 2017	2015
<b>Gambie</b>	Juillet-août 2018	N/A
<b>Ghana</b>	Sept. 2017	1999, 2002, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Guinée</b>	Mai 2017	2013, 2015
<b>Kenya</b>	Sept.-oct. 2016	2003, 2005, 2008, 2011, 2014
<b>Lesotho</b>	Nov.-déc. 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Libéria</b>	Juin-juillet 2018	2008, 2012, 2015
<b>Madagascar</b>	Jan.-fév. 2018	2005, 2008, 2013, 2015
<b>Malawi</b>	Déc. 2016-jan. 2017	1999, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Mali</b>	Fév. 2017	2001, 2002, 2005, 2008, 2012, 2013, 2014
<b>Maroc</b>	Mai 2018	2013, 2015
<b>Maurice</b>	Oct.-nov. 2017	2012, 2014
<b>Mozambique</b>	Juillet-août 2018	2002, 2005, 2008, 2012, 2015
<b>Namibie</b>	Nov. 2017	1999, 2003, 2006, 2008, 2012, 2014
<b>Niger</b>	Avril-mai 2018	2013, 2015
<b>Nigéria</b>	Avril-mai 2017	2000, 2003, 2005, 2008, 2013, 2015
<b>Ouganda</b>	Déc. 2016-jan. 2017	2000, 2002, 2005, 2008, 2012, 2015
<b>São Tomé et Príncipe</b>	Juillet 2018	2015
<b>Sénégal</b>	Déc. 2017	2002, 2005, 2008, 2013, 2014
<b>Sierra Leone</b>	Juillet 2018	2012, 2015
<b>Soudan</b>	Juillet-août 2018	2013, 2015
<b>Tanzanie</b>	Avril-juin 2017	2001, 2003, 2005, 2008, 2012, 2014
<b>Togo</b>	Nov. 2017	2012, 2014
<b>Tunisie</b>	Avril-mai 2018	2013, 2015
<b>Zambie</b>	Avril 2017	1999, 2003, 2005, 2009, 2013, 2014
<b>Zimbabwe</b>	Jan.-fév. 2017	1999, 2004, 2005, 2009, 2012, 2014

## **Pan-Africa Profiles précédemment publiés au titre du Round 7 d'Afrobarometer**

- ✓ Dépêche 334: Prerequisite for progress: Accessible, reliable power still in short supply across Africa
- ✓ Document de Politique 61: Progrès et lacunes: Perceptions et expériences de la parité des genres en Afrique
- ✓ Document de Politique 60: Change ahead: Experience and awareness of climate change in Africa
- ✓ Baromètre mondial de la corruption - Afrique 2019: Perceptions et expériences de la corruption par les citoyens
- ✓ Document de Politique 58: Les Africains désirent des élections transparentes – surtout celles porteuses d’alternance
- ✓ Document de Politique 56: Presse sous pression. Le soutien à la liberté des médias recule en Afrique
- ✓ Document de Politique 55: Are Africans’ freedoms slipping away?
- ✓ Dépêche 290: Meilleure mais perfectible? Comment les Africains perçoivent-ils la prestation des services publics
- ✓ Dépêche 288: A la recherche d’opportunités: En Afrique, les jeunes et les instruits sont plus susceptibles de penser à émigrer
- ✓ Document de Politique 54: La démocratie en Afrique La demande, l’offre, et le « démocrate insatisfait »
- ✓ Document de Politique 51: Faire le point: Priorités et appréciations des citoyens, trois ans après le début des ODD

**Brian Howard** est le responsable de publications d'Afrobarometer. Email: [bhoward@afrobarometer.org](mailto:bhoward@afrobarometer.org).

Afrobarometer, organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de l'Université de Nairobi au Kenya. Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7ème Round d'Afrobarometer a bénéficié du soutien financier de la Suède, de la Fondation Mo Ibrahim, de l'Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Vos dons permettent au projet Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)) ou à contacter Bruno van Dyk ([bruno.v.dyk@afrobarometer.org](mailto:bruno.v.dyk@afrobarometer.org)) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter notre site internet à l'adresse [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org).

Suivez nos publications avec #VoicesAfrica.



Dépêche No. 339 d'Afrobarometer | 28 janvier 2020